

## AUTOUR D'UNE TIARE

**D**ANS les premiers mois de l'année 1903, le monde artistique fut profondément agité par un de ces événements qui déconcertent ceux-là mêmes dont les titres à la considération générale sont le mieux établis. La direction des Musées nationaux de France avait été condamnée à prendre — évidemment la mort dans l'âme — la plus grave des déterminations, celle de retirer des vitrines de la Salle des bijoux au Palais du Louvre, la tiare dite d'Olbia, du nom d'une ville antique, située dans le voisinage des bouches du Borystène (Dniéper). On appela aussi et même plus communément cet énorme bijou du nom de Saïtapharnès, un roi de cette ville dont l'authenticité n'est pas plus certaine que celle de l'objet qu'il s'agissait de déloger. A preuve qu'on nationalisa d'abord Saïtapharnès Egyptien, puis Scythe, puis enfin Grec.

Mais pendant que nous en sommes à cette question de nationalité, hâtons-nous de donner la raison que peut avoir notre notice de figurer dans une publication consacrée au pays du Valais.

C'est qu'à ce moment le directeur des Musées nationaux de France était un enfant de ce pays, naturalisé Français et que des connaissances très étendues avaient élevé à ce poste éminent, Albert Kämpfen. Quoique notre compatriote n'ait pas été mis personnellement en cause lors des discussions qui entourèrent ce scandale artistique, il nous a paru d'autant plus intéressant d'en examiner les circonstances à la lumière de faits subséquents qui nous ont paru de nature à dégager sa mémoire d'imputations qui risqueraient de peser sur elle dans l'avenir.

D'abord, si Albert Kämpfen, en tant que directeur, avait plus ou moins voix au chapitre à propos des acquisitions importantes à faire pour les Musées nationaux, il convient de retenir qu'il avait surtout été élevé à ces hautes fonctions en raison de connaissances d'une portée générale et non point en expert archéologue. La conservation des musées est répartie en sections et même en sous-sections confiées chacune à des spécialistes. Pour ce qui est de la tiare d'or du roi supposé d'Olbia, l'acquisition en est due à M. Héron-de Villefosse, conservateur des antiquités grecques et romaines au Musée du Louvre.

Mais prenons plutôt l'affaire par la base.

Vers le commencement de 1903, le juge d'instruction Boucard, chargé d'une enquête à propos de faux dessins attribués au peintre Henri Pille — illustra-

teur d'œuvres classiques de premier ordre — eut à opérer de nombreuses perquisitions dans divers ateliers montmartrois. Ces recherches amenèrent un jour devant lui un certain aventurier du commerce d'art, nommé Elina Mayence, lequel déclara que les faux objets n'avaient pas de plus hauts défenseurs que les experts archéologues privés ou officiels. A titre d'exemple, il cita la tiare d'or de Saïtapharnès, récemment acquise par le Musée du Louvre en raison de son antiquité au prix de 200,000 francs, disait-il. Pour justifier la portée de cette irrévérencieuse déclaration, Mayence ou Elina — car il n'était peut-être ni l'un ni l'autre — se flatta d'avoir coopéré à la fabrication de cette pièce antique en se prétendant victime d'une vengeance d'expert, attendu qu'il n'était pas dessinateur, mais sculpteur et poète.

Hâtons-nous de laisser de côté ce défenseur des faussaires d'art, car lui-même était aussi faux, comme collaborateur à cette exécution que comme faussaire.

Mais ainsi levé, le lièvre avait été instantanément écorché et disséqué : Au fait Saïtapharnès, qu'était-ce ? Une ville, un homme, un fleuve, une montagne, un bateau ! Plutôt un bateau. Car au moment où la tiare avait été appelée à parer la galerie des bijoux au Louvre, nul n'avait songé à se le demander, pas plus M. Héron-de Villefosse, conservateur des antiquités grecques et romaines, que M. Pottier, membre de l'Institut et conservateur adjoint des antiquités orientales, ni que leur adjoint commun, M. Michon, et bien moins encore que M. Laferrière,

président du Conseil d'Etat, lequel descendu des degrés du prétoire, avait daigné suggérer à M. Héron la « brillante opération » qui s'offrait.

A un reporter du *Figaro* venu le questionner sur celle-ci, M. Héron avait d'ailleurs répondu sans trouble ni hésitation : *Je l'ai acquise d'un marchand autrichien qui me fut adressé par M. Laferrière, alors président du Conseil d'Etat. J'ai soumis la pièce au Conseil des conservateurs, puis au Comité consultatif qui approuva l'achat (100, 000 fr.) et enfin le ministre (M. Combes) le sanctionna.*

L'aveu d'une erreur fut toujours douloureuse aux grands omniscients. M. Héron affirma de nouveau l'authencité en présence de M. Bourdon et de M. Michon ; il fit constater les détails et proclama l'unité de l'ouvrage.

A ce compte que venait donc faire dans la galerie, disons plutôt dans le bateau, ce bavard d'Elina Mayence ? De la fumisterie ! Sans doute. Un fumiste isolé ne peut avoir d'autre pensée que de s'attaquer aux grandes maisons dont la fumée l'étouffe. Les âmes charitables lui tiendront du moins compte de nous avoir appris que Saïtapharnès ne fut qu'un grand bateau et sa tiare qu'une pirogue éclatante et fragile, égarée sous les brouillards de la Crimée.

On a vu jusqu'ici que le rôle de Kæmpfen dans cette opération délicate n'a pas plus été de premier que de second plan. L'unique mention faite du directeur du Louvre dans les journaux parisiens qui se sont occupés au jour le jour de la « tiare de Saïta-

pharnès » est précisément d'avoir taxé Mayence de fumiste. Non pas qu'il ait dû se tromper de beaucoup, mais peut-être y mit-il un accent trop convaincu, travers qui peut devenir périlleux à quiconque vit parmi les illustrissimes.

En effet, si M. Kæmpfen était probablement étranger à l'acquisition, l'importance de ses fonctions aurait peut-être dû l'amener à ne point ignorer que cette pièce avait été offerte préalablement à plus d'un grand musée étranger, car voici la déclaration que l'incident provoquait de la part du directeur du British Museum.

« Je suis certain qu'elle est fausse, mais elle n'a »  
» pas été faite à Paris<sup>1</sup>, et je dois avouer que trois »  
» de nos savants les plus compétents en matière »  
» d'antiquités égyptiennes et grecques ont toujours »  
» soutenu son authenticité. Nos meilleurs juges ont »  
» été dupés comme les vôtres. C'est un fait assez »  
» remarquable que tant d'hommes compétents aient »  
» été trompés, car, pour moi, et quelques-uns de »  
» mes collaborateurs du British Museum, la super- »  
» chérie saute aux yeux. »

(Suivent quelques détails critiques de la pièce appuyant cette affirmation et qui restent étrangers au fond de la présente étude.)

Cette affaire occupa le monde des arts et du Paris intellectuel durant la première partie de 1903.

Or, un beau matin du jour de l'an 1904, Albert Kæmpfen lisait comme d'ordinaire ses journaux dans ses appartements du Pavillon de Marsan, dans le

<sup>1</sup> Plus probablement en Russie.

Palais du Louvre, lorsque sous ses yeux éclata la nomination de M. Théophile Homolle, directeur de l'Ecole d'Athènes, au poste que lui-même occupait encore.

Kæmpfen apprenait ainsi par la voie la plus indirecte, celle ouverte au premier et au dernier venant, un fait dont il aurait dû être informé avant aucun autre. Il n'y avait plus à douter que cette nomination résultait d'une intrigue dont la secrète conduite expliquerait le mobile honteux.

Ce fut sous ces auspices peu honorables que M. Homolle parvint à supplanter un vieillard de 78 ans qui, certes, avait eu le très grand tort de se laisser vieillir trop paisiblement à un poste qu'il ne pouvait illustrer plus longuement, mais que lui, Homolle, illustrerait bien moins encore, ainsi qu'on va le voir.

Cette disgrâce par lui encourue sans que notre constatation justifie en rien le procédé usité, fut très pénible à Albert Kæmpfen. Il l'accepta cependant avec autant de noblesse que de simplicité, en faisant don au Musée du Louvre, qu'il allait quitter, d'une des plus belles œuvres de Rembrandt, tenue de son père. Du reste, Kæmpfen, depuis de nombreuses années, laissait au Louvre plus de la moitié de son traitement.

Il est temps de venir à la biographie du citoyen qui a illustré de façon si digne le pays de ses ancêtres.

Dans la première décade du siècle dernier, un jeune médecin de Brigue, Ignace-Aloïs-Antoine Kæmpfen, né le 20 février 1784, était chirurgien-

major du bataillon valaisan qui suivit Napoléon en Russie.

D'après quelques notes généalogiques que nous devons à M. Dionys Imesch, curé de Naters, cette lignée des Kämpfen existait déjà à Brigue dans les débuts du XVII<sup>e</sup> siècle et était alliée aux familles les plus en vue de cette ville, les Stockalper, les Perrig, les Augustinis, les Wegener, les Tschieder, les Burcher.

Décoré de la Légion d'honneur au cours de cette campagne, le Dr Kämpfen était devenu après la chute du régime impérial, médecin du 7<sup>e</sup> régiment suisse et il dut le rester jusqu'à la Révolution de Juillet, date après laquelle ce régiment fut dissous.<sup>1</sup>

Né à Versailles, le 15 avril 1826, son fils Albert fit ses études à Paris tout en demeurant citoyen de son pays d'origine. Ce sera à l'issue de ses études de droit seulement que la nécessité de préparer son avenir et de se faire une situation à la mesure de ses vastes connaissances, le déterminera à devenir citoyen français. Ce titre, nul ne fut plus digne de le porter, déclare le *Temps* dans son article nécrologique de Kämpfen.<sup>2</sup> Cette naturalisation correspond d'ailleurs avec la date de l'inscription du jeune Kämpfen au barreau de Paris (1849), survenue à la suite de ses études au Collège Bourbon (plus tard Lycée Fontanes, aujourd'hui Lycée Condorcet) et à la Faculté de Droit de Paris. Secrétaire de la Conférence des

<sup>1</sup> M. Pierre Bioley nous en parle précisément dans le n° 3 des *Annales*; page 72: *Grandeur et décadence d'un officier valaisan*.

<sup>2</sup> Kämpfen mourut à Paris le 10 août 1907.

stagiaires sous le bâtonnat de Berryer, Kæmpfen débutait dans le journalisme en 1855 dans la *Gazette des Tribunaux*. En 1866, il entrait comme collaborateur régulier au *Temps* avec le pseudonyme de X. Feyrnet. Il collabora également à des titres divers à l'*Illustration*, au *Courrier du Dimanche*, à la *Revue Moderne*, à la *Revue Parisienne*, à l'*Université*, à l'*Epoque*, au *Rappel*. Il est aussi l'auteur d'un ouvrage d'éducation paru chez Hetzel : *Histoire d'une tasse à thé*, puis, en collaboration avec Edmond Texier, de *Paris capitale du Monde* paru à l'occasion de l'exposition universelle de 1867, et d'une *Monographie du Louvre* parue dans la *France artistique et monumentale*.

Délégué des journalistes parisiens à l'inauguration du canal de Suez en 1869, Kæmpfen poursuivit avec éclat la carrière du journalisme. Il collabora de plus à l'*Univers illustré* où longtemps il fut chargé du *Courrier de Paris* et des *Théâtres*. Il combinait encore sa collaboration au *Temps* et la charge d'avocat à la Cour d'appel de Paris, lorsque à la veille du transfert du gouvernement à Versailles, sous la menace de l'insurrection du 18 mars 1871, il fut chargé de la direction du *Journal officiel* de la République française. Trop républicain pour obtenir grâce devant le gouvernement réactionnaire du duc de Broglie, il fut révoqué en 1874 par le vicomte de Cumont, l'homme dont on avait dû intervertir le nom pour oser en faire un magistrat.

Mais en 1879 la République devait triompher définitivement des résistances du maréchal de Mac-



Mahon et le premier des ministres républicains de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Jules Ferry, qui avait connu Kæmpfen au *Temps*, avait préparé à ce disgrâcié la plus éclatante des revanches. Il le nomma aussitôt inspecteur, puis en 1881, directeur des Beaux-Arts. En 1887, à la mort de Roustan, directeur des Musées, il était enfin appelé à ces dernières fonctions au Pavillon de Marsan, la plus haute situation intellectuelle qu'un enfant du Valais ait jamais été appelé à occuper.

Une si longue carrière ne se déroule pas sans quelque accident. Les déconvenues guettent un jour ou l'autre les plus dignes. Mais si l'âge est un signe de faiblesse dont les arrivistes finissent aisément par avoir raison, la vieillesse n'est point un prétexte de déconsidération alors qu'elle couvre un long passé de labeur intellectuel et de grandeur morale.

Supplanté de la manière que l'on sait par M. Homolle, qui n'avait pas dû être étranger à l'acquisition de la tiare — le *Matin* du 21 janvier 1910, le représentait coiffé de cet objet — Kæmpfen ne fut du moins pas révoqué de ce dernier poste ; si on le remplaça sans lui rien dire c'était apparemment faute de griefs et en l'honorant du titre de directeur honoraire des Musées nationaux. Sous la direction effective de son successeur on ne tarde pas à voir, ou à ne pas voir disparaître du Louvre : le 30 octobre 1906 une statue d'Isis ; le 9 novembre (10 jours après) une statuette en plomb, spécimen de l'art gréco-phénicien ; le 6 août 1907 le *Déluge* du Poussin est trouvé lacéré ; le 17 janvier 1908 un inconnu entré dans le

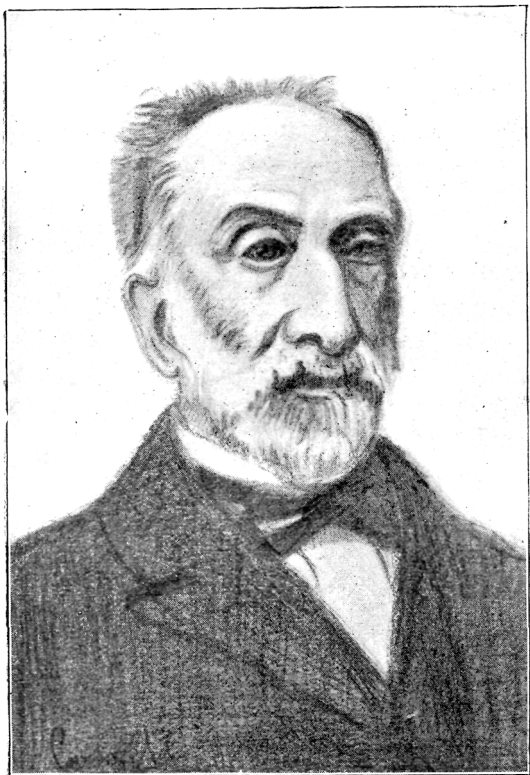
Louvre et, comme pour jeter un défi à l'administration, y opère de nombreux bouleversements sans emporter rien. En revanche, le 22 août 1911, on ne bouleversa rien, mais on enleva la *Joconde*, le fameux tableau de Léonard de Vinci.

De ce coup M. Homolle est enlevé lui-même après la *Monna Lisa* sous le vent des récriminations de la presse et de l'opinion publique, après sept ans et demi de direction.

Nous terminons sur ce rapprochement qui suffit à notre conclusion d'une étude dont la longueur trouvera son excuse en visant à soulager la mémoire d'un de nos plus distingués concitoyens de l'un des rares reproches qu'il ait pu encourir au cours de sa brillante carrière intellectuelle.

L. COURTHION.





ALBERT KAEMPFEN  
par Pierre Courthion d'après une photographie.